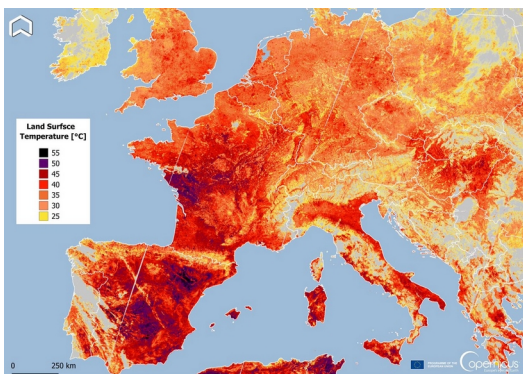




02/07/2026

Canicule : les étés meurtriers

Le gouvernement doit sortir de l'inaction !



La France connaît son deuxième épisode de canicule alors que l'été vient tout juste de commencer. Jeudi 25 juin, 72 départements étaient placés en vigilance rouge, le niveau maximal d'alerte : la population vit un moment très difficile, les plus fragiles (personnes âgées, enfants, ...) sont en danger et les appels au 15 se multiplient. Il est à craindre qu'il y ait d'autres vagues en juillet-août.

2025 est la 4^e année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis le début des mesures de température, derrière les années 2022 et 2023 et 2020, devant 2024. Pour le seul été 2025, 5700 décès sont attribuables à la chaleur. Depuis le 24 juin 2026, environ 1 000 morts supplémentaires ont été observés par rapport à la normale, principalement dans les régions en vigilance rouge.

Lorsque Emmanuel Macron déclare « *Mais on ne s'adapte pas à un pic qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui en Europe et qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre histoire* », les scientifiques doivent s'étrangler ! C'est certes inédit dans notre histoire, mais prévu de longue date. Depuis sa création en 1988, le GIEC alerte, rapport après rapport, sur le dérèglement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre, et ses conséquences catastrophiques. L'accord de Paris (COP 21) date de 2015, il y a plus de 10 ans. Nous vivons aujourd'hui ce qui a été annoncé depuis 40 ans (rapport Brundtland « *Notre avenir à tous* », ONU, publié en 1987), voire 50 ans (rapport Meadows « *Les Limites à la croissance* », club de Rome, 1972).

La situation actuelle n'est pas un événement exceptionnel sans lendemain : c'est une situation qui va se reproduire de plus en plus souvent, avec une intensité et une violence de plus en plus forte. C'est le résultat de l'inaction des gouvernements successifs, plus prompts à répondre aux demandes du patronat qu'à satisfaire les besoins de la population.

Le gouvernement prétend nous adapter à une France avec plus 4°C de température moyenne. Nous n'en sommes qu'à 1.5°C, on voit ce que cela donne. Continuer comme si de rien n'était, le maintien du statu quo avec des améliorations à la marge, ne peut que conduire à la catastrophe, avec un coût social, écologique et sanitaire énorme. Il n'y a pas de place pour l'inaction ou des demi-mesures. Il faut agir fort et vite. Tout compte, chaque dixième de degré gagné compte.

Dans l'immédiat, il faut décider l'arrêt automatique du travail lors des jours de canicule (niveau de vigilance orange ou rouge), soutenir les territoires (communes, intercommunalités, Métropoles) pour

ouvrir des refuges climatiques comme c'est le cas en Espagne (jardins avec fontaines d'eau, bâtiments publics climatisés ouverts au public, fournissant gratuitement de l'eau), instaurer la gratuité des transports publics pendant les épisodes de canicule.

Rapidement, il faut légiférer pour garantir un droit réel à l'eau avec la gratuité des premiers m³ d'eau (eau essentielle), mettre en place la gratuité totale et le développement des transports publics pour sortir du tout-voiture, financer l'adaptation des logements pour résister aux pics de chaleur, équiper les bâtiments publics (hôpitaux, écoles, EHPAD, administrations, ...) et les lieux de travail pour garantir le confort thermique.

A moyen terme, il faut sortir des énergies fossiles et atteindre la neutralité carbone. Les multinationales pétrolières et gazières ont une responsabilité majeure. Total a été alertée dès 1971 sur l'impact climatique de l'extraction et l'utilisation des énergies fossiles, en 1979, un rapport interne d'Exxon estimait que « *le niveau actuel de consommation des fossiles va causer des effets environnementaux dramatiques avant 2050* ». Il faut interdire à toutes les entreprises françaises de financer et de participer à des projets climaticides, en France ou à l'étranger.

Pour financer cette politique, il faut mettre à contribution les multinationales et les grandes fortunes. Les profits records de Total (6 Milliards d'€ au premier trimestre 2026, +51 % sur un an !) doivent être très fortement taxés et servir à la lutte contre le réchauffement climatique. En 2025, les entreprises du CAC40 ont versé 107 milliards de dividendes, plus que le budget consacré à l'enseignement scolaire (63 milliards d'€) et le budget de la Recherche et enseignement supérieur (32 milliards d'€) réunis ! Les 500 premières fortunes de France pèsent au total 1 128 milliards d'euros en 2025, soit 40 % du PIB de la France, contre 170 milliards d'euros il y a 20 ans, soit 6 fois plus. Les grandes fortunes sont une vraie nuisance, car elles se constituent au prix de la destruction des services publics, de la précarisation des salariés·es, en épuisant la planète. Les ultra-riches constituent aujourd'hui une menace pour la démocratie, quand on voit le soutien affiché d'un Bolloré ou d'un Stérin à l'extrême-droite.

Il est tout à fait possible de préserver la planète tout en permettant à chacune et chacun de vivre bien et dignement, en garantissant les droits essentiels, en protégeant les biens communs, en développant les services publics.

La démocratie et notre engagement à toutes et tous sont essentiels pour obtenir de pouvoir décider collectivement de nos besoins et des moyens à consacrer pour les satisfaire. C'est nous toutes et nous tous qui devons dire ce qu'il nous faut pour construire un avenir désirable.

Mobilisons-nous pour protéger l'eau, l'air, les biens communs, développer les services publics.

Vivre bien en préservant la planète, c'est possible et c'est maintenant !